



LE RÔLE D'EXPORTATION ET DÉVELOPPEMENT CANADA DANS LE SAUVETAGE DU SECTEUR PÉTROLIER ET GAZIER EXPOSÉ

La crise de la COVID-19 a mis en péril le gagne-pain de millions de personnes au Canada, et le gouvernement fédéral prépare des programmes de financement public sans précédent en réponse à cette crise. Étant donné que les fonds de relance façonneront notre économie pour les décennies à venir, le gouvernement devrait profiter de cette occasion pour renforcer la résilience aux crises futures et investir dans une reprise propre qui maximise la création d'emplois. Il ne doit pas réagir en appuyant davantage le secteur pétrolier et gazier, car cela est tout à fait incompatible avec l'objectif de l'Accord de Paris de limiter le réchauffement à bien en deçà de 2°C. Cela nous rendrait vulnérables à l'escalade des incidences sur le climat et des risques économiques associés à une dépendance excessive à l'extraction des combustibles fossiles.

La banque des exportations du Canada, Exportation et développement Canada (EDC), offre déjà en moyenne près de 14 milliards de dollars en soutien aux sociétés pétrolières et gazières chaque année. Par conséquent, le Canada se classe au deuxième rang des pays du G20 pour ce qui est des finances publiques consacrées aux combustibles fossiles¹. Le gouvernement fédéral se sert maintenant d'EDC pour accorder encore plus d'aide au secteur pétrolier et gazier, qui a fait des pressions intenses auprès du gouvernement pour obtenir un plan de sauvetage pouvant atteindre 30 milliards de dollars².

EDC n'est pas le seul véhicule utilisé par le gouvernement pour offrir des fonds de sauvetage aux sociétés pétrolières et gazières. Un programme visant à

accorder aux grandes entreprises des prêts de 60 millions de dollars ou plus par l'intermédiaire de la Corporation de développement des investissements du Canada n'est qu'un exemple parmi d'autres mesures de soutien prises récemment. Toutefois, le rôle d'EDC est important et mérite d'être examiné de près, compte tenu du fait que la société d'État a toujours fourni d'énormes sommes d'argent pour soutenir le secteur pétrolier et gazier tout en divulguant un minimum d'information. Le présent document répond à des questions fondamentales au sujet d'EDC et de son rôle dans l'aide offerte aux entreprises pétrolières et gazières du Canada dans le contexte de la COVID-19, et contient des recommandations visant à harmoniser la réponse du gouvernement à la pandémie avec les engagements gouvernementaux en matière de climat.

1 Tucker, B. et K. DeAngelis (Oil Change International et Friends of the Earth U.S.), *Still Digging: G20 governments continue to finance the climate crisis* (2020), p. 20 : <http://priceofoil.org/content/uploads/2020/05/G20-Still-Digging.pdf>.

2 Seskus, T., *Kenney warns Alberta headed for 25% unemployment*, CBC News (7 avril 2020) : <https://www.cbc.ca/news/canada/calgary/kenney-unemployment-alberta-prediction-capp-symposium-1.5524461>.

UNE SOCIÉTÉ D'ÉTAT OPAQUE FAISANT L'OBJET D'UNE SURVEILLANCE GOUVERNEMENTALE MINIMALE

Exportation et développement Canada (EDC) est l'organisme de crédit à l'exportation du Canada. Les organismes de crédit à l'exportation sont des organismes publics qui offrent aux sociétés des prêts garantis par le gouvernement, des garanties et des assurances pour soutenir les exportations et les investissements étrangers. EDC est une société d'État qui rend compte de ses activités au Parlement par l'intermédiaire du ministre du Commerce international.

Jusqu'à récemment, EDC avait pour mandat de soutenir les activités commerciales des entreprises canadiennes à l'étranger. En réponse à la crise financière de 2008, le Parlement a élargi le mandat d'EDC pour lui permettre de soutenir les activités commerciales intérieures au Canada³. Bien qu'ils soient censés être temporaires, les pouvoirs nationaux d'EDC n'ont jamais été entièrement réduits jusqu'à leur niveau antérieur.

EDC n'est pas financée par les fonds gouvernementaux, mais plutôt par les recettes que lui rapportent ses activités. Toutefois, si EDC n'était pas en mesure de respecter ses obligations, le gouvernement du Canada — c'est-à-dire les contribuables — finirait par payer la note.

Les observateurs attirent depuis longtemps l'attention sur le faible contrôle du Parlement à l'égard d'EDC⁴. En tant que mandataire du gouvernement, EDC est liée par les engagements internationaux du Canada, y compris ceux sur le climat. Pourtant, la loi qui régit EDC, la *Loi sur le développement des exportations*, accorde à la société d'État le vaste pouvoir discrétionnaire de gérer les risques environnementaux comme bon lui semble. Un examen de cette loi, que le Parlement a le mandat de réaliser tous les 10 ans, a commencé en 2018, mais il a arrêté de progresser au comité sur le commerce international.

EDC elle-même a été critiquée à maintes reprises pour son manque de transparence⁵. Un exposé publié en 2019 par le *Globe and Mail* décrit une « tendance au secret » à la société d'État⁶. On ne sait pas comment la société examine préalablement les clients potentiels sur le plan des risques environnementaux et sociaux, y compris les risques de répercussions climatiques négatives et de violations des droits de la personne. EDC divulgue rarement les raisons pour lesquelles elle choisit d'appuyer une entreprise malgré de tels risques et sur les mesures de prévention, le cas échéant, sur lesquelles elle insistera comme condition d'appui. Un rapport du gouvernement préparé dans le cadre de l'examen parlementaire de la *Loi sur le développement des exportations*, qui est au point mort, a confirmé que les pratiques de divulgation de la société sont déficientes⁷.

LE COMPTE DU CANADA D'EDC : UNE VOIE POUR LES PRÊTS À RISQUE

Le Compte du Canada⁸ a été créé par le gouvernement pour faciliter les prêts ou les garanties que le ministre du Commerce international estime être dans l'intérêt national du Canada, mais qu'EDC n'appuierait pas normalement en raison du risque en cause⁹. Bien que le compte soit administré par EDC, les ministres du Commerce international et des Finances amorcent et approuvent les opérations dans ce compte, en contournant le processus habituel d'évaluation des risques d'EDC. Le gouvernement finance ces opérations directement à partir des recettes générales du gouvernement, ce qui signifie que toute perte subie est directement assumée par les contribuables canadiens. Comme nous l'indiquons ci-dessous, c'est au moyen du Compte du Canada que le gouvernement a acheté le pipeline Trans Mountain et qu'il finance maintenant son expansion.

Les prêts consentis au moyen du Compte du Canada peuvent facilement être transformés en subventions. Les fonds versés par le gouvernement en 2009 pour renflouer le secteur de l'automobile ont été versés grâce au Compte du Canada. Une partie du financement, un prêt de 2,6 milliards de dollars consenti à Chrysler, a été radiée en 2018 sans qu'aucun détail ne soit donné concernant le prêt ou la raison de la radiation¹⁰.

Dans le cadre des mesures qu'il a prises compte tenu de la COVID-19,

3 EDC, *EDC déjà prête à conclure de nouvelles transactions sur le marché canadien*, communiqué (13 mars 2009) : <https://www.canada.ca/fr/nouvelles/archive/2009/03/edc-deja-prete-conclure-nouvelles-transactions-marche-canadien.html>.

4 Above Ground, *Bringing Accountability and Transparency to Export Development Canada's Practices* (2019), p. 3-8 : <https://aboveground.ngo/wp-content/uploads/2019/03/LR-main-submission-final.pdf>.

5 Doukas, A. et A. Scott, (Oil Change International), *Risking it all: How Export Development Canada's support for fossil fuel drives climate change* (2018), p. 12 : <http://priceofoil.org/2018/11/22/risking-it-all-export-development-canada/>.

6 McClearn, M. et G. York, « See no evil: How Canada is bankrolling companies accused of bid-rigging, graft and human-rights violation », *The Globe and Mail* (1^{er} juin 2019) : <https://www.theglobeandmail.com/canada/article-export-development-canada-investigation/>.

7 McClearn, M., « Federal review of Export Development Canada finds inadequate disclosure practices », *The Globe and Mail* (1^{er} juillet 2020) : <https://www.theglobeandmail.com/canada/article-federal-review-slams-export-development-canadas-disclosure-practices/>.

8 EDC, *Compte du Canada*. <https://www.edc.ca/fr/a-propos-de-nous/entreprise/divulgation/rapports-transactions/compte-canada.html>.

9 « Dans le cas des opérations où [ces risques] sont considérés comme trop élevés pour la capacité de risque de la Société et incompatibles avec son impératif de viabilité financière à long terme, le gouvernement peut autoriser EDC à effectuer l'opération et assumer lui-même les risques, pourvu que l'opération serve l'intérêt national du Canada. » Rapport annuel sur le Compte du Canada 2017-2018, p. 3 : <https://www.edc.ca/en/about-us/corporate/corporate-reports.html>

10 Beeby, D., *Liberal government writes off \$1.1B US loan to Chrysler, plus interest, docs show*, CBC News (22 oct. 2018) : <https://www.cbc.ca/news/politics/chrysler-auto-loan-canada-account-write-off-edc-bailout-taxpayer-wudrick-milke-1.4871648>.

le gouvernement a considérablement augmenté la limite du passif du Compte du Canada. Ce faisant, il s'est donné une marge de manœuvre pour accorder des milliards de dollars de plus en prêts risqués par l'intermédiaire d'EDC à des entreprises qui pourraient ne pas être en mesure de rembourser.

RÔLE D'EDC DANS LE SAUVETAGE DU SECTEUR PÉTROLIER ET GAZIER DANS LE CONTEXTE DE LA COVID-19

En plus du soutien au secteur du pétrole et du gaz qu'offre EDC dans le cadre de ses activités habituelles, examinées plus en détail ci-dessous, l'organisme semble prêt à verser des milliards de dollars à ce secteur grâce aux mesures prévues dans le Plan d'intervention économique du gouvernement pour répondre à la COVID-19¹¹. Voici les grandes lignes de ces mesures :

Programme de crédit aux entreprises (PCE)

- ▶ **Montant total : au départ, 65 milliards de dollars; ce montant a été augmenté d'on ne sait combien.**
- ▶ Dans le cadre de ce programme, EDC et la Banque de développement du Canada (BDC) offriront aux petites et moyennes entreprises des prêts et d'autres mesures de soutien. EDC fournira des garanties sur les prêts consentis par diverses institutions financières canadiennes.¹² Il a été initialement annoncé qu'EDC

garantirait 80% des prêts jusqu'à concurrence de 6,25 millions de dollars.¹³ Le programme a ensuite été considérablement élargi pour les moyennes entreprises, qui peuvent désormais recevoir des garanties d'EDC couvrant 75 % des prêts jusqu'à concurrence de 80 millions de dollars.¹⁴ Le gouvernement a d'abord offert ce soutien élargi au secteur pétrolier et gazier, identifié comme secteur prioritaire de ce programme,¹⁵ avant de l'étendre à d'autres secteurs.

Garantie pour prêts sur réserves pour les petites et moyennes entreprises pétrolières et gazières

- ▶ **Montant total : inconnu.**
- ▶ En avril, le gouvernement a annoncé de nouvelles mesures de soutien d'EDC et de la BDC pour les petites et moyennes entreprises du secteur pétrolier et gazier¹⁶. Le rôle d'EDC consiste à fournir une assurance-crédit et des garanties de prêt de 75 % pouvant atteindre 100 millions de dollars par entreprise. Il n'y a pas de limite au montant total d'aide accordée par EDC et la BDC dans le cadre de ce programme. Lorsqu'il a été interpellé à ce sujet, le ministre des Finances, Bill Morneau, a affirmé que « nous n'imposons aucun plafond » au programme, qui sera « axé sur la demande¹⁷ ».

Modifications à la loi régissant EDC

- ▶ Afin de permettre la mise en œuvre de ces programmes et des prochains programmes, des changements

importants ont été apportés à la législation régissant EDC en vertu de la *Loi sur les mesures d'urgence visant la COVID-19*¹⁸. Premièrement, le mandat national d'EDC a été élargi, et les conditions préalables imposées aux pouvoirs nationaux d'EDC sont suspendues. Cela permet à EDC de soutenir un éventail beaucoup plus large d'entreprises, dont certaines dans le secteur pétrolier et gazier. Ces pouvoirs seront en place jusqu'en décembre 2021 au moins¹⁹. Deuxièmement, le passif total d'EDC est passé de 45 milliards de dollars à 90 milliards de dollars, au moins jusqu'en octobre 2020. Troisièmement, la limite du passif du Compte du Canada a augmenté, passant de 20 à 75 milliards de dollars, jusqu'en octobre 2020 au moins. Le gouvernement a fait part de son intention d'utiliser le Compte du Canada pour les mesures d'aide de la COVID-19²⁰.

Comme il n'y a pas de limite apparente à l'aide qui sera accordée par l'intermédiaire de ces mesures et d'autres, il semble que l'aide d'Ottawa au secteur pétrolier dans le cadre de sa réponse économique à la COVID-19 et les prêts courants d'EDC pourraient facilement dépasser les 30 milliards de dollars que l'industrie a demandés. Le chiffre final pourrait être difficile à déterminer, même en rétrospective, puisque le gouvernement a dévoilé peu de détails sur la façon dont il rendra compte de ces prêts et **garanties**.

11 Gouvernement du Canada, *Plan d'intervention économique du Canada pour répondre à la COVID-19* (2020) : <https://www.canada.ca/fr/ministere-finances/plan-intervention-economique.html>.

12 Banque Scotia, *Programme de crédit aux entreprises (PCE) d'Exportation et développement Canada (EDC)*, (2020) : <https://www.scotiabank.com/ca/en/personal/scotia-support/business-banking/commercial/edc-business-credit-availability-program.html>.

13 Banque de développement du Canada, "Nouveau programme de garantie et de prêts pour les PME pour faciliter l'accès au crédit pour les entrepreneurs touchés par la COVID-19," communiqué (27 mars 2020) : https://www.bdc.ca/fr/a_propos/centre_des_medias/communiques/pages/nouveau-programme-garantie-prets-pme-faciliter-acces-credit-entrepreneurs-touche-par-covid-19.aspx.

14 EDC, *EDC annonce une aide accrue pour épauler plus d'entreprises durant la crise de la COVID-19*, communiqué (11 mai 2020) : <https://www.edc.ca/fr/a-propos-de-nous/salle-de-presse/edc-coronavirus-soutien-marche-intermediaire.html>.

15 EDC, *EDC renforce les capacités financières des sociétés canadiennes de pétrole et de gaz naturel*, communiqué (17 avril 2020) : <https://www.edc.ca/fr/a-propos-de-nous/salle-de-presse/covid-19-soutien-petrole-gaz-naturel.html>.

16 Bolongaro, K. et K. Orland, « Trudeau gives aid to energy workers, hints at liquidity help », *Financial Post* (17 avril 2020) : <https://business.financialpost.com/pmn/business-pmn/trudeau-offers-aid-to-energy-workers-while-skirting-full-bailout>.

17 *Loi sur les mesures d'urgence visant la COVID-19* (L.C. 2020, ch. 5) : https://laws-lois.justice.gc.ca/fr/LoisAnnuel/les/2020_5/.

18 EDC, *Par son nouveau mandat sur le marché canadien, EDC est appelée à jouer un plus grand rôle pour soutenir toutes les entreprises canadiennes durant la crise de la COVID-19*, communiqué (27 mars 2020) : <https://www.edc.ca/fr/a-propos-de-nous/salle-de-presse/edc-coronavirus-soutien-national.html>.

20 Gouvernement du Canada, "Le premier ministre annonce de nouvelles mesures pour protéger les emplois canadiens," communiqué (11 mai 2020) : <https://pm.gc.ca/fr/nouvelles/communiques/2020/04/17/premier-ministre-annonce-de-nouvelles-mesures-protoger-les-emplois>.

EDC a déclaré que les sociétés pétrolières et gazières de taille moyenne bénéficiant de ces nouveaux soutiens attribuables à la COVID-19 devront s'engager à divulguer annuellement l'information sur les changements climatiques conformément à la recommandation du groupe de travail sur l'information financière relative aux changements climatiques (GIFCC) 20²¹. Le public n'a pas non plus de renseignements détaillés sur les conditions que les entreprises doivent respecter pour recevoir l'aide. Par exemple, on ignore si les entreprises seront tenues de se conformer à l'objectif du Canada d'atteindre l'objectif de zéro émission d'ici 2050 ou si les évaluations tiendront compte d'exigences plus strictes en matière de pollueur-payeur pour le nettoyage futur des puits inactifs et des bassins de résidus.

Enfin, il est difficile de voir comment l'évaluation de la viabilité économique des entreprises sera effectuée. De nombreuses entreprises du secteur pétrolier et gazier étaient en difficulté avant la pandémie de la COVID-19, et le secteur dans son ensemble fait face à des risques financiers systémiques que les événements récents ont seulement exacerbés²². Garantir des prêts à ces entreprises est une proposition risquée qui pourrait mettre en jeu l'argent des contribuables.

Le bilan et les politiques d'EDC ne donnent aucune assurance de transparence à cet égard.

EDC FINANCE RÉGULIÈREMENT LE SECTEUR PÉTROLIER ET GAZIER

Avant la pandémie, EDC versait déjà chaque année 13,8 milliards de dollars en moyenne à l'appui du secteur pétrolier et gazier, y compris dans le cadre des opérations du Compte du Canada²³. De 2012 à 2017, EDC a accordé 12 fois plus d'aide au secteur du pétrole et du gaz qu'aux entreprises de « technologies propres²⁴ ».

En moyenne, près de 30 % de l'aide qu'EDC consacre au secteur du pétrole et du gaz finance les activités intérieures d'entreprises canadiennes, dont un grand nombre jouent un rôle considérable dans l'industrie des sables bitumineux à forte intensité de carbone. De 2013 à 2017, EDC a fourni une aide d'au moins 4,4 milliards de dollars à plusieurs des plus grandes entreprises du secteur de l'exploitation des sables bitumineux et du transport, bien que ce chiffre soit probablement une estimation prudente²⁵. EDC offre un soutien décisif à certaines entreprises de combustibles fossiles et à de grands projets pétroliers et gaziers. En assumant les risques liés aux prêts et à l'assurance, EDC offre un avantage commercial et concurrentiel important aux producteurs nationaux de combustibles fossiles²⁶.

Les mesures d'aide d'EDC au secteur pétrolier et gazier comprennent le soutien de projets qui ont été critiqués pour violer les droits de la personne, y compris

le droit des collectivités touchées au consentement préalable, libre et éclairé. Par exemple, en avril, EDC a approuvé un prêt pouvant atteindre 500 millions de dollars pour le pipeline Coastal Gaslink en Colombie-Britannique, projet auquel s'opposaient les chefs héréditaires des cinq clans de la nation Wet'suwet'en²⁷.

En 2018, le gouvernement du Canada a ordonné à EDC d'établir une convention de crédit du Compte du Canada de 6,5 milliards de dollars pour l'achat par le gouvernement du projet d'agrandissement du réseau de Trans Mountain. L'année suivante, une nouvelle convention de crédit du Compte du Canada de 2,6 milliards de dollars a été conclue; elle a par la suite été portée à 4 milliards de dollars en 2020²⁸. Si le projet est terminé, le coût public total devrait se situer à au moins 12,6 milliards de dollars²⁹.

ACTION DÉFICIENTE D'EDC À L'ÉGARD DU CLIMAT

EDC a publié sa première politique sur les changements climatiques en 2019³⁰. La politique n'engage pas EDC à éliminer progressivement son soutien au secteur pétrolier et gazier³¹. Au lieu de cela, la société d'État s'est engagée à réduire de 15 %, d'ici 2023, la valeur totale des prêts qu'elle accorde aux six secteurs ayant la plus forte intensité de carbone de son portefeuille de prêts, dont l'un est le pétrole et le gaz en amont. La cible est fondée sur un niveau de référence de 22,2 milliards de dollars pour 2018.

21 House of Commons Standing Committee on Finance, "Meetings on Proceedings," 43rd Parliament, 1st Session, Meeting 35, 9 June 2020, <https://www.ourcommons.ca/DocumentViewer/en/43-1/FINA/meeting-35/minutes>.

22 Felt, S. et C. Muffett. (Center for International Law), *Pandemic crisis, systemic decline: Why exploiting the COVID-19 crisis will not save the oil, gas, and plastic industries* (2020), p. 9-10 : <https://www.ciel.org/wp-content/uploads/2020/04/Pandemic-Crisis-Systemic-Degradation-April-2020.pdf>

23 Tucker, B. et K. DeAngelis, *Still Digging*, p. 5.

24 Il est important de noter qu'EDC ne fournit pas de définition de ce qui constitue sa catégorie de technologies propres. Doukas, A. et A. Scott, *Risking it all*, p. 4.

25 Étant donné qu'EDC ne déclare la valeur des opérations que dans une large fourchette, cette estimation est très prudente, car elle prend la valeur la plus faible de chacune. *Ibid.*, p. 12.

26 *Ibid.*, p. 8.

27 EDC, "Signed Category A projects after Nov. 1, 2010" : <https://www.edc.ca/en/about-us/corporate/disclosure/reporting-transactions/signed-category-a-after-november-2010.html>; Baker, R., "A who's who of the Wet'suwet'en pipeline conflict," CBC News (26 Feb 2020) : <https://www.cbc.ca/news/canada/britishcolumbia/wetsuweten-whos-who-guide-1.5471898>

28 CDEV, *États financiers consolidés résumés* (2019), p. 3 : <https://www.cdev.gc.ca/wp-content/uploads/2019/11/CDEV-Q3-19-Report-FR.pdf>.

29 Kapelos, V. et J. Tasker, *Cost of Trans Mountain expansion soars to \$12.6B*, CBC News (7 février 2020) : <https://www.cbc.ca/news/politics/vassy-trans-mountainpipeline-1.5455387>.

30 EDC, *Exportation et développement Canada publie la nouvelle Politique sur les changements climatiques*, communiqué (28 janvier 2019) : <https://www.edc.ca/fr/a-propos-de-nous/salle-de-presse/politique-sur-les-changements-climatiques-2019.html>.

31 Voir Above Ground, *With new limits on coal but none on oil and gas, EDC's climate policy misses the mark* (14 février 2019) : <https://aboveground.ngo/edc-newclimate-change-policy-falls-short/>

Si EDC respecte son engagement, cela diminuerait légèrement le montant total pour l'établir à 18,9 milliards de dollars³². Les réductions ne proviendraient pas nécessairement du secteur pétrolier et gazier, et la politique laisse à EDC la liberté de maintenir ou d'accroître son soutien à l'exploitation pétrolière et gazière en cours d'exploitation et en aval³³. Au titre de la politique, EDC est aussi tenue d'intégrer les risques liés au climat dans ses processus d'évaluation des risques, mais il n'y a aucune indication du poids accordé à cet aspect dans le cadre du processus décisionnel d'EDC.

UN APPEL À UN RECADRAGE AVEC LES ENGAGEMENTS CLIMATIQUES

La réponse à la COVID-19 exige un soutien sans précédent pour les travailleurs dans de nombreuses industries, y compris le pétrole et le gaz, mais ce soutien ne devrait pas entraîner ni enchâsser des subventions qui entravent la transition vers l'abandon des combustibles fossiles dont nous avons besoin de façon si urgente.

Un large éventail d'organisations de la société civile et d'universitaires dénoncent le fait qu'en renflouant le secteur pétrolier et gazier, le Canada renforce davantage sa réponse terriblement inadéquate à l'urgence climatique³⁴. Le soutien continu accordé par EDC à l'expansion des combustibles fossiles est incompatible avec les engagements du Canada en vertu de l'Accord de Paris

et déphasé par rapport au virage de la communauté financière internationale vers la décarbonisation. De nombreuses institutions financières publiques, comme le Groupe de la Banque mondiale, la Banque européenne d'investissement et la société suédoise de crédit à l'exportation, prennent déjà des mesures pour se départir de leurs investissements dans le secteur du pétrole et du gaz³⁵. De plus, l'Organisation de coopération et de développement économiques et l'Agence internationale de l'énergie demandent instamment que les efforts de rétablissement liés à la COVID-19 servent à éliminer progressivement le soutien aux combustibles fossiles³⁶.

En plus de ces problèmes, nous craignons que le public ne connaisse jamais tous les coûts, économiques et environnementaux, des nouvelles mesures de soutien d'EDC au secteur pétrolier et gazier.

Nous présentons les recommandations suivantes au gouvernement fédéral :

- Veiller à ce que les dépenses de relance de l'ensemble des institutions financières publiques et des ministères soutiennent une reprise juste, en traçant la voie vers des sociétés résilientes et équitables sans carbone, au lieu de figer davantage la production et l'utilisation des combustibles fossiles. Cela devrait cadrer avec les six Principes pour une relance juste³⁷ adoptés par des centaines d'organisations partout au Canada,

et devrait inclure le développement d'institutions financières publiques explicitement structurées pour soutenir cette transition.

- Terminer l'examen législatif de 2018 de la *Loi sur le développement des exportations*. Modifier la loi pour mettre fin au soutien accordé par EDC aux combustibles fossiles, y compris le soutien fourni au moyen du Compte du Canada.
- Veiller à ce que la nouvelle politique d'EDC sur les changements climatiques entraîne l'harmonisation de l'ensemble du portefeuille de la Société d'État avec les engagements du Canada en matière de climat.
- Veiller à la transparence et à la communication en temps opportun de tout le soutien fourni par EDC aux entreprises pétrolières et gazières, y compris celui qui est offert dans le cadre de la réponse du gouvernement à la COVID-19. Cela devrait comprendre le montant exact et le type de chaque opération, ainsi que la comptabilisation des émissions associées au cycle de vie.
- Imposer les conditions suivantes pour toute l'aide offerte par EDC, y compris le soutien accordé dans le cadre de la réponse du gouvernement à la COVID-19 :
 - les entreprises des secteurs à forte intensité de carbone doivent démontrer qu'elles réduiront leurs émissions conformément à l'engagement du Canada d'atteindre l'objectif d'aucune émission nette

32 EDC, *Un commerce prospère et responsable pour le Rapport annuel 2019 d'EDC* (2020), p. 29-30 : <https://www.edc.ca/en/about-us/corporate/corporate-reports/2019-annual-report.htm>

33 Doukas, A. (Oil Change International), *Export Development Canada's new climate targets miss the mark* (9 juin 2020) : <http://priceofoil.org/2020/06/09/export-development-canadas-new-climate-targets-miss-the-mark/>

34 Environmental Defence Canada, *No new money for oil and gas companies—give it to workers—say large collection of groups representing more than one million Canadians*, communiqué (24 mars 2020) : <https://environmentaldefence.ca/2020/03/24/no-new-money-oil-gas-companies-give-workers-say-large-collection-groups-representing-one-million-canadians/>; Adkin, L. et D. Davidson, *265 academics to Trudeau: No bail out for oil and gas in response to COVID-19* (25 mars 2020) : <https://www.nationalobserver.com/2020/03/25/opinion/265-academics-trudeau-no-bail-out-oil-and-gas-response-covid-19>.

35 Tucker, B. et K. DeAngelis, *Still Digging*, p. 30.

36 OCDE et AIE, Selon l'OCDE et l'AIE, les gouvernements devraient profiter des actions de relance post-COVID-19 pour éliminer le soutien aux énergies fossiles (5 juin 2020) : <http://www.oecd.org/fr/environnement/selon-l-ocde-et-l-aie-les-gouvernements-devraient-profiter-des-actions-de-relance-postcovid19-pour-eliminer-le-soutien-aux-energies-fossiles.htm>.

37 Voir <https://relancejuste.ca/>.

d'ici 2050, y compris les émissions en aval (portée 3). Cette information doit être publique;

- les entreprises qui font du lobbying ou qui sont membres d'associations de l'industrie qui font des pressions pour empêcher l'élaboration de politiques climatiques progressives ne devraient pas recevoir d'aide;
- les évaluations de la viabilité économique d'EDC doivent être fondées sur des scénarios de demande conformes à la

décarbonisation mondiale et à la mise en œuvre et aux objectifs de l'Accord de Paris. Les évaluations économiques doivent également tenir compte du passif environnemental de la société à l'étude. Ces évaluations doivent être rendues publiques;

- les sociétés bénéficiant d'une aide devraient être tenues de renoncer aux paiements de dividendes, aux rachats d'actions et à la rémunération excessive de leurs dirigeants;

- les sociétés qui exercent des activités dans des paradis fiscaux pour éviter de payer de l'impôt au Canada devraient être privées de soutien;
- les sociétés qui ont des antécédents de violations des droits de la personne, y compris de violations de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones, devraient être privées de soutien.



environmental
defence

Karen Hamilton d'Above Ground, Julia Levin d'Environmental Defence Canada et Bronwen Tucker de Oil Change International ont participé aux recherches et à la rédaction de cet exposé.

Photo : ©Nhattan Nguyen.

Juillet 2020